

Sauver l'EPS ou ménager le PS, il faut choisir!

Par Denise Desaigne, professeur retraitée d'E.P.S, ancienne secrétaire S.N.E.P. de l'Académie de Toulouse

Le dernier bulletin du SNEP tangué entre deux analyses contradictoires à propos du mauvais coup estival contre l'EPS, privée de ses références aux APSA et son éviction du brevet par la très manipulatrice NVB.

D'un côté l'article de C. Couturier inscrit – à raison selon moi – le mauvais coup gouvernemental dans une stratégie gouvernementale qui vise à broyer *toutes* les disciplines, à restaurer la polyvalence, à abaisser les exigences scolaires. J'ajoute que ce serait un grand pas de plus vers la fin des diplômes nationaux, donc vers l'abaissement général du niveau des salaires en France, sans parler des nouveaux contournements du statut que cela annonce. Au profit bien entendu du MEDEF que courtisent MM. Valls et Macron !

De l'autre côté, l'article *Progammes d'EPS, comment a-t-on pu en arriver là ?*, où A. Goudard affirme que le mauvais coup gouvernemental vise surtout à affaiblir le SNEP, jugé trop fort, quitte à remettre en cause la première moitié très positive du quinquennat (sic). Interprétation dangereuse, car si l'agression contre les APSA et notre éviction du Brevet viennent du fait que le SNEP est trop fort, les collègues en tireront la conclusion logique qu'il faut *affaiblir* le SNEP et non le renforcer!

En outre, A. Goudard oublie que dans la première partie du quinquennat, c'est au primaire que le PS au pouvoir s'est attaqué avec ses « rythmes scolaires » qui accroissent les inégalités territoriales, municipalisent une partie de l'enseignement... et qui détruisent l'EPS en favorisant le moins-disant en matière de formation. N'est-il pas logique que ce gouvernement maastrichtien, qui s'acharne à réduire la « dette souveraine » (créée artificiellement dans le cadre de la marche à l'euro : dessaisissement des Banques centrales nationales, interdiction aux gouvernements de leur emprunter, « indépendance » de la BCE par rapport aux Etats mais pas par rapport aux marchés financiers, obligation pour les Etats d'emprunter à taux usuraire aux « marchés », etc.) et qui suit aveuglément toutes les « stratégies » européennes héritées de Jospin (Barcelone, Lisbonne, etc.), cherche avant tout à abaisser le « coût du travail » (sic), à recentrer l'école sur l'« employabilité » à court terme, et à occuper le plus longtemps possible, indépendamment de tout résultat, les jeunes décrétés « inemployables » ? Ce qui passe logiquement par la fin des exigences disciplinaires à l'école publique. Quant aux élites, elles ont compris la manœuvre et mettent de plus en plus leurs héritiers à... l'école privée.

La première des choses si nous ne voulons pas essayer une défaite historique nous ramenant à *la déscolarisation de l'EPS, à la mise à mort de l'EPS à la française et à la précarisation globale des personnels*, c'est d'identifier la stratégie ennemie. Pour cela, il faut guérir de deux illusions paralysantes, si coûteux que cela soit pour l'image rose bonbon que trop de collègues se font du PS et de la sacro-sainte « Europe » :

- Constatons d'abord que sur tous les terrains, le pouvoir a – après un bref ralentissement initial (il est indélicat de cocufier son conjoint la nuit de noces...), aggravé la politique de Chatel et Cie avec l'aide de ses satellites scolaires, CFDT, UNSA, UNEF, FCPE acharnée contre les profs, contre le bac national, etc. D'abord tout ce beau monde a frappé sur le primaire et sur le Supérieur (loi Fioraso aggravant la loi Péresse et, au passage, officialisant l'anglais « transatlantique » comme langue universitaire). NVB tape maintenant sur le collège et prochainement, la Cour des comptes aidant (son président est membre du PS), ce sera au lycée de repasser à la tonte ; *vaincre tous ensemble et en même temps ou perdre séparément et « chacun son tour », telle est l'unique alternative !*

- Ensuite il faut rejeter l'illusion mortelle de l'« Europe sociale » et de la « réorientation progressiste de l'euro » (qui vient de faire faillite en Grèce). Car l' U.E. n'est rien d'autre qu'une arme du capital contre les peuples souverains, les services publics et les acquis sociaux. Comment d'ailleurs sauver l'Education NATIONALE et l'EPS à la française tout en restant dans une UE même sociale (dont la revue « Pour » de la FSU fait la promotion en parlant, sans rire, de « marches à l'Europe à sociale) alors que l'objectif final est l'uniformisation des peuples vers le bas

Ce n'est pas reconnaître ces évidences qui fait le jeu du FN, c'est au contraire abandonner aux racistes – qui la DEVOIENT – la défense de la nation, de la République une, laïque et indivisible, des nationalisations de 45, qu'il faut défendre sur des bases progressistes et internationalistes.

« La profession » ne s'en sortira pas seule et notre syndicat doit œuvrer au « tous ensemble » des salariés contre l'ensemble des contre-réformes inspirées de la mortifère UE.